



DECISION N° 2022-06

**Objet : Prorogation de la Fondation partenariale Université Côte d'Azur.**

**LE PRESIDENT DE L'ETABLISSEMENT EXPERIMENTAL UNIVERSITE COTE D'AZUR**

- Vu** le Code de l'éducation ;  
**Vu** l'article 28 de la loi 2007-1199 du 10 août 2007 relative aux libertés et responsabilité des universités ;  
**Vu** le décret n°2019-785 du 25 juillet 2019 portant création d'Université Côte d'Azur et approbation de ses statuts ;  
**Vu** l'arrêté du 31 janvier 2018 fixant la liste des pièces justificatives des dépenses des organismes soumis au titre III du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;  
**Vu** le règlement intérieur d'Université Côte d'Azur ;  
**Vu** la délibération n°2020-01 du 9 janvier 2020 portant élection de M. Jeanick BRISSWALTER en qualité de Président d'Université Côte d'Azur ;  
**Vu** les statuts de la Fondation partenariale Université Côte d'Azur et notamment son article « durée » ;  
**Vu** la délibération du Conseil d'administration de la Fondation Université Côte d'Azur portant l'avis positif sur la prorogation de la fondation ;  
**Vu** la délibération n°2022-003 du Conseil d'administration d'Université Côte d'Azur du 18 janvier 2022 portant approbation de la prorogation de la Fondation partenariale Université Côte d'Azur ;

**DECIDE**

**Article 1 :** La prorogation de la Fondation Partenariale Université Côte d'Azur, conformément à ses statuts, pour une durée de 5 années, soit du 20 juillet 2022 au 20 juillet 2027.

**Article 2 :** Le Directeur Général des Services et l'Agent Comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'exécution de la présente décision.

Fait à Nice, le 19 janvier 2022

Pr Jeanick BRISSWALTER



Président d'Université Côte d'Azur

CLASSEE AU REGISTRE DES ACTES SOUS LA REFERENCE : 2022-06  
TRANSMISE AU RECTEUR, CHANCELIER DES UNIVERSITES :  
PUBLIEE SUR LE SITE INTERNET D'UNIVERSITE COTE D'AZUR LE :

MODALITES DE RECOURS CONTRE LA PRESENTE DECISION : *En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le Tribunal administratif peut être saisi par voie de recours formé contre la présente décision, et ce dans les deux mois à partir du jour de sa publication et de sa transmission au Recteur, en cas de décision à caractère réglementaire.*